

**DÉCLARATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR LA 29^{ème} CONFÉRENCE
RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'AFRIQUE, 1 - 2 AVRIL 2016**

ABIDJAN, CÔTE D'IVOIRE, le 2 AVRIL 2016

Monsieur le Président, Excellences, chers Délégués et Observateurs, Mesdames et Messieurs,

Nous, les 40 représentants des petits et moyens agriculteurs, de la jeunesse et des femmes rurales, des pêcheurs, des travailleurs agricoles, des éleveurs et pasteurs, des peuples autochtones, des peuples sans terres, des consommateurs et des ONG ;

Nous, les OSC nationales, régionales et internationales venant de 24 pays, nous nous sommes retrouvés à Abidjan, Côte d'Ivoire, ces 1^{er} et 2 Avril 2016 dans le cadre de la 29^{ème} Conférence Régionale de la FAO pour l'Afrique.

Nous avons beaucoup apprécié le fait, que la FAO a beaucoup contribué à la mise en œuvre de certaines des recommandations faites lors des dernières consultations à Tunis en 2014, principalement en supportant des projets pour les jeunes et les femmes ainsi. Elle a aussi soutenu quelques initiatives de la Société civile dans un certain nombre de pays pour mieux les renforcer dans différents domaines. Cependant, à ce jour, de nombreuses autres recommandations faites dans les consultations précédentes n'ont pas été prises en considération surtout aux niveaux national et régional. Cette situation est due en partie au manque de systèmes spécifiques de suivi et d'évaluation dotés d'indicateurs précis sur ces recommandations. Nous insistons auprès de la FAO pour qu'elle mette en place de tels instruments avec l'implication des OSC, afin d'assurer que les différentes recommandations soient accompagnées de plans d'action et de systèmes de suivi et d'évaluation.

Nous reconnaissons les efforts de la FAO consistant à appuyer cette opportunité offerte à la société civile de pouvoir débattre sur nos relations, défis et demandes envers la FAO et ses états-membres et de nous donner ainsi l'occasion de vous expliquer nos histoires.

Nous saluons le fait que la FAO ait organisé des Symposiums régionaux sur l'agroécologie dans le but de mettre en exergue la capacité de l'agroécologie à atteindre divers objectifs tels que la réduction de la pauvreté rurale, l'éradication de la faim et de la malnutrition, l'atteinte d'une agriculture et d'un développement durables, l'augmentation de la résilience face au changements climatiques, la réduction de la dépendance aux intrants agrochimiques externes et l'implication croissante des communautés locales et des peuples indigènes dans les processus. Nous apprécions également l'engagement actif et la collaboration de la FAO avec plusieurs OSC et mouvements sociaux africains et globaux.

1

Mis en forme: Couleur de police : Rouge

Supprimé: indigènes

Supprimé: n

Supprimé: reconnaissons

Mis en forme: Couleur de police : Rouge

Supprimé: tre

Supprimé: pportunité

Mis en forme: Couleur de police : Rouge

Mis en forme: Couleur de police : Rouge

Mis en forme: Couleur de police : Rouge

Supprimé: mené l

Nous voudrions souligner que, selon notre vision, il y a une distinction claire entre les concepts de « parties prenantes » et « détenteurs de droits » illustrés en anglais par « stakeholders » et « rightholders ». Nous nous engageons dans cet espace avec la compréhension que les parties prenantes sont ceux qui ont simplement un intérêt pour toute forme d'agriculture. Nous, détenteurs de droits, avons des revenus dépendants du droit à produire des aliments, qui est protégé en tant que Droit Humain.

Nous félicitons et saluons l'adoption officielle des Objectifs de Développement Durables 2016-2030 (ODD). En tant qu'OSC représentantes des communautés du continent et participant à cette consultation, nous sommes engagés à poursuivre notre partenariat avec la FAO aux niveaux national, régional et international vers l'atteinte de ces objectifs, afin de lutter ensemble contre le changement climatique et ses effets ainsi que d'en finir avec la pauvreté sous toutes ses formes et la faim.

Cependant, nous regrettons le fait que malgré quelques progrès réalisés dans certains pays :

- Nos gouvernements restent contradictoires dans leurs actions en supportant des espaces de promotion pour le modèle destructif d'agriculture industrielle dont la contribution au changement climatique, à l'accaparement et à la destruction des terres et d'autres ressources ainsi que des moyens de subsistance de ceux que nous servons a été clairement démontrée.
- L'exclusion des OSC dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques et des projets, incluant les Partenariats Public-Privé (PPP) reste une grande préoccupation. Il faut noter que la conception et la logique commerciale de ces partenariats ne considèrent pas les OSC et les organisations de base comme une part nécessaire de l'équation, prouvant la toute-puissance du secteur privé à influencer et à guider les négociations.
- Malgré les nobles intentions de nos gouvernements à atteindre les ODD, il n'y a aucun engagement contraignant prévu pour les concrétiser. Des mécanismes de consultations publiques doivent être mis en place pour suivre les progrès (ou le manque de progrès) dans l'atteinte des ODD. Nous dénonçons de plus la position contreproductive de nos gouvernements sur certaines questions essentielles pour la survie des exploitations. Leur orientation politique agricole permet (et parfois promeut) l'accaparement des ressources naturelles, la destruction de l'environnement ou encore l'invasion des marchés nationaux par des produits importés à bas prix. Tout ceci sape leurs efforts ainsi que les nôtres pour atteindre ces ODD.
- L'agroécologie est encore perçue comme "arriérée" et "bloquée dans le passé" à cause du fait qu'elle soit basée sur le savoir local et des communautés autochtones. De plus, il y a un vide significatif dans les politiques publiques, dans l'appui financier et dans la dissémination de l'information sur l'Agroécologie en Afrique. Ceci est aggravé par le

Supprimé: e

2

Supprimé: e

Supprimé: 'implémentation

Supprimé: A

Mis en forme: Couleur de police : Rouge

Mis en forme: Couleur de police : Rouge

manque significatif de consultation et de participation de nos membres dans les politiques agricoles et de développement rural. Nous dénonçons l'adoption et le détournement du concept d'agroécologie, par de grandes multinationales à d'autres fins. Nous entendons l'agroécologie comme décrite dans la Déclaration de Nyeleni (Mali, 2015)¹.

Supprimé:

- Nos gouvernements ne prennent pas les mesures urgentes, durables et proactives nécessaires à atténuer le changement climatique (CC). Au contraire, ils sont souvent attentistes, et contre-productifs en adoptant de fausses solutions au CC, comme les marchés de carbone, l'agriculture intelligente face au climat, la croissance bleue et les cycles sans fin de négociation sur le climat. Les conditions de vie et de travail difficiles de nos membres sont empirées par le changement climatique d'origine humaine, aggravé par la position de nos gouvernements et de nos institutions.

Supprimé: léthargiques

Supprimé: sont souvent

3

Ainsi, et d'après nos discussions lors des deux journées de consultations en tant que société civile, **nous interpellons vivement nos gouvernements sur les points suivants :**

Supprimé: de la

1. La mise en place de cadres législatifs pour la régulation des PPP, ce qui comprend des espaces inclusifs et transparents pour l'engagement des OSC, des gouvernements et du secteur privé dans l'élaboration et le suivi des PPP. La transparence active et le partage d'informations de tels partenariats est primordial.
2. L'immédiate implémentation des recommandations de la Consultation pluripartite sur l'Agroécologie pour l'Afrique.
3. La protection des consommateurs en garantissant des aliments sains, nutritifs, variés, produits durablement, libres de pesticides, d'antibiotiques et d'OGM.
4. La priorisation et l'encouragement de l'utilisation de technologies, de techniques et de pratiques renouvelables (tels que l'agroécologie, le biogaz, les énergies solaires et éoliennes, etc.). Celles-ci devraient être accompagnées par la promotion de systèmes et de technologies innovantes d'informations. Il est impératif que les communautés locales soient placées au centre du développement, de la mise en œuvre, et de l'évaluation de telles solutions.

Supprimé: Un

Mis en forme: Couleur de police : Rouge

Supprimé: doit être créé

Supprimé:

Supprimé: 'implémentation

Par ailleurs, **nous interpellons vivement la FAO sur les points suivants :**

5. Le développement de rapports réguliers et de statistiques sur l'implication des OSC dans les négociations et l'implémentation des PPP doivent être entrepris. La FAO devrait appuyer les producteurs dans la

Mis en forme: Couleur de police : Rouge

¹ Nous entendons l'Agroécologie, et la défendons, comme une forme clé de résistance à un système économique qui priorise le profit sur la vie. Nos diverses formes de production d'aliments à petite échelle basées sur l'agroécologie génèrent du savoir local, promeuvent la justice sociale, nourrissent l'identité et la culture, tout en renforçant la viabilité des zones rurales.

capitalisation et la potentialisation des expériences de résilience face au Changement Climatique.

6. A faire usage de sa position stratégique pour encourager l'ouverture des espaces pour les OSC dans l'élaboration, le suivi et l'évaluation de ces processus, ainsi que de continuer à impliquer les OSC dans ses diverses initiatives.

Supprimé:

Mis en forme: Couleur de police : Rouge

Mis en forme: Couleur de police : Rouge

Enfin, nous exhortons la FAO et nos gouvernements à :

7. Garantir une participation significative et constante des mouvements sociaux et des OSC dans la formulation, implémentation et le suivi des politiques, des accords juridiquement contraignants, des programmes stratégiques et des directives développées par la FAO, en particulier aux niveaux national et régional.

8. Poursuivre rigoureusement les violations des droits humains dans le secteur agricole et alimentaire, avec de sérieux efforts pour assurer la responsabilité des entreprises, en incluant des mesures punitives pour les transgresseurs. Les instruments pertinents existants incluant entre autres: la Déclaration des Droits de l'homme, la Conférence internationale sur la Réforme Agraire et le Développement Rural (CIRADR), le projet de Déclaration de l'ONU sur les Droits des Paysans et des autres personnes vivant dans les zones rurales, les Directives volontaires sur la gouvernance responsable de la tenure des terres et des autres ressources naturelles, les Directives Volontaires pour Assurer la Pêche Durable de Petite Echelle doivent être scrupuleusement respectés.

Supprimé: **appelons**

Mis en forme: Couleur de police : Rouge

4

Mis en forme: Couleur de police : Rouge

Supprimé: **e**

Mis en forme: Couleur de police : Rouge

Supprimé: -

Compte tenu du rôle indéniable de l'Agriculture Familiale (AF) dans la sécurité alimentaire des nations, dans la création d'emplois et dans la lutte contre la pauvreté, nous appelons vivement nos gouvernements et la FAO à témoigner de leur reconnaissance envers cette contribution globale en appuyant l'appel de la déclaration de la décennie internationale de l'AF par l'AG des Nations Unies.

Supprimé: -

Mis en forme: Justifié

Mis en forme: Couleur de police : Rouge

Mis en forme: Couleur de police : Rouge

Mis en forme: Couleur de police : Rouge

Mis en forme: Couleur de police : Rouge

Mesdames et Messieurs, les zones rurales ne sont pas attractives pour nos jeunes. Ils partent à la recherche de travail et d'une vie meilleure. Ils veulent revenir mais ils ne peuvent le faire sans des opportunités de subsistance et d'épanouissement. Pour pousser les jeunes à retourner vers l'agriculture, nous devons fournir des possibilités de développement rural intégré, ce qui inclut l'accès à la terre, le contrôle des chaînes de valeur, l'accès aux marchés et aux innovations. Nous devons nous unir et lutter ensemble contre le contrôle par les grandes entreprises de ce qui doit être les systèmes alimentaires démocratiques.

Supprimé: :

Supprimé: le

Supprimé: à

Supprimé: l'

Mis en forme: Couleur de police : Rouge

Supprimé: **d**

Merci de votre attention et d'avoir écouté les préoccupations de la société civile. Nous espérons que nos gouvernements et la FAO tiendront compte de notre appel et de nos recommandations dans les priorités du programme régional et dans sa mise en œuvre.

Supprimé: on implémentation

Notre future en dépend.

Supprimé: dépend

Les participants et participantes

Mis en forme: Default, Droite, Interligne : au moins 5 pt

Supprimé: -